

ENJEUX DE LA PROPOSITION DE DIRECTIVE SUR LA SURVEILLANCE ET LA RÉSILIENCE DES SOLS

Carine Le Roy-Gleizes

*Avocate associée
Environnement industriel*



**FOLEY
HOAG** LLP

Marie-Léonie Vergnerie

*Avocate associée
Environnement industriel*

fieldfisher

Contexte

- **Proposition de directive COM(2023) 416 final du 5 juillet 2023**
 - Premières tentatives dès 2006
 - A la suite de la proposition de directive, par la Commission européenne en juillet 2023 : processus d'examen du texte enclenché par le Parlement européen ; mais enjeu du renouvellement du Parlement en juin 2024 (élections européennes)
 - Transposition prévue dans les 2 ans
- **Constats**
 - **Dégradation générale des sols : 60 à 70 % des sols de l'UE en mauvaise santé**
 - ▶ Coûts liés à la dégradation des sols : plus de 50 milliards d'€/an
 - ▶ L'utilisation non durable des ressources naturelles de l'UE, en particulier la dégradation et la pollution des sols → l'une des principales causes des crises liées au climat et à la biodiversité, en raison de la perte des services essentiels que les sols fournissent
 - ▶ Enjeux spécifiques des sols agricoles → diminution de leur capacité de fournir des denrées alimentaires (baisse des services écosystémiques rendus par les sols en mauvaise santé)
 - ▶ **Causes** : gestion non durable des terres, imperméabilisation, contamination et surexploitation des sols combinées aux effets du changement climatique et de phénomènes météorologiques extrêmes
 - ▶ **Nécessité d'un cadre harmonisé d'évaluation, d'inventaire, et d'amélioration de la qualité → à ce stade, pas de législation européenne spécifique concernant la protection des sols et la prévention de leur dégradation**

Contexte

- ▶ Objectif de « bonne santé » des sols d'ici 2050
- ▶ La directive concerne tous les sols, bien au-delà des SSP
 - **Définition du sol** : « la couche superficielle de la croûte terrestre située entre le substrat rocheux et la surface terrestre, constituée de particules minérales, de matières organiques, d'eau, d'air et d'organismes vivants »
 - **Définition de la santé des sols** : « l'état physique, chimique et biologique du sol qui détermine la capacité de celui-ci à fonctionner comme un système vivant essentiel et à fournir des services écosystémiques »

Principaux axes de la proposition de directive

- 1. Surveillance et évaluation de l'état des sols
- 2. Gestion durable des sols
- 3. Dispositions spécifiques aux sites contaminés

1. Surveillance et évaluation

Périmètre

- Au minimum districts NUTS1 (8 bassins en France)
- Qui « s'efforcent au minimum de garantir une certaine homogénéité » sur 4 paramètres :

a) Type de sol	Base UN FAO
b) Conditions climatiques	
c) Zone environnementale	Rapport Alterra 2281 <i>European Environmental Zones and Strata</i>
d) Utilisation ou occupation	LUCAS

- ▶ Inclut tous sols + tous usages
- ▶ Inclut pas fonds pédogéochimique
- ▶ « Utilisation » (land use) ne fait pas partie des termes définis

Cf. Article 4

Paramètres

- Descripteurs + critères, par type de dégradation
 - Établis soit au niveau UE / soit par chaque Etat membre
- **DEPASSEMENT D'UN SEUL DESCRIPTEUR = SOL NON-SAIN**

Cf. Articles 6 à 9, Annexe I

Paramètres « Contamination du sol »

Pour le type de dégradation « Contamination du sol » :

- Descripteurs + critères à établir par Etat membre
- Descripteurs : liste de 13 métaux lourds + organiques à définir par Em
- Critères : dont « assurance raisonnable » d'absence de risque inacceptable pour la santé humaine et l'environnement

- ▶ **Pas de liste minimale pour organiques + rien prévu pour inorganiques**
- ▶ **Pas de définition du risque inacceptable**
- = **Pas d'homogénéité méthodologique garantie**

Cf. *Annexes I, II, VI*

Surveillance et évaluation des sols

- ▶ Création d'un **portail numérique de données** sur la santé des sols à partir des données existantes
 - Dans les 2 ans après l'entrée en vigueur de la directive
 - **Évaluation de la santé des sols** à mener dans les 5 ans puis à renouveler tous les 5 ans
 - Sur la base des données recueillies lors de la surveillance
- ▶ Possibilité de **certification volontaire** de la santé des sols pour les propriétaires fonciers et gestionnaires de terres
- ▶ **Format et méthode de communication et collecte des données restant à définir**
- ▶ **Risque de dévalorisation des terrains ?**

2. Gestion durable

Principes

- ▶ Obligation des Etats-membres de définir les bonnes et mauvaises pratiques en matière de gestion des sols dans les 4 ans après l'entrée en vigueur de la directive :
 - **Pratiques de gestion durable selon les principes définis à l'annexe III**
 - ▶ Ex : limiter les perturbations physiques des sols ; éviter le rejet de substances nuisibles ; maximiser l'efficacité des systèmes d'irrigation etc.
 - **Pratiques de régénération des sols en mauvaise santé fondées sur les évaluations des sols**
 - **Pratiques à éviter (incidence négative sur les sols)**
- ▶ Principes d'atténuation de l'artificialisation des terres
 - **Eviter ou limiter la perte de la capacité du sol à fournir des services écosystémiques**
 - **Compenser cette perte de capacité du sol**
- ▶ **Mise en œuvre progressive**

3. Sites contaminés

Définitions

- « **site contaminé** » = zone délimitée d'une ou plusieurs parcelles où une contamination du sol causée par des activités anthropiques ponctuelles a été confirmée
- « **contamination du sol** » = présence dans le sol d'un produit chimique ou d'une substance à une concentration susceptible de porter atteinte à la santé humaine ou à l'environnement
- ▶ **Champ d'application qui semble plus large que le site et sol pollué français**

Principes

► Approche basée sur le risque (santé, environnement)

► Objectif : arriver à des risques acceptables en prenant en compte :

- les impacts environnementaux, sociaux, économiques
- les mesures de réduction de risque

► Application :

- **pour l'identification** de “sites potentiellement contaminés” (la dir. énonce les éléments à prendre en compte dans ce cadre)
- **pour l'analyse** des sites potentiellement contaminés selon la priorité à établir par Etat Membre
- **pour l'évaluation** des risques à établir par Etat Membre
 - risque inacceptable → selon les connaissances scientifiques, compte tenu du principe de précaution, des « spécificités locales » et de l'« utilisation actuelle et future des sols »
 - Se référer à l'annexe VI → référence implicite aux usages sans référence à une méthode (très générique)

Principes

► Mise en place de mesures de gestion :

► Si risque inacceptable, mesures de réduction du risque selon Annexe V

- Ex : **assainissement** physiques / biologiques / chimiques / par isolement, **restrictions** de consommation des cultures / d'accès des animaux / d'utilisation des eaux, mise en place des MTD

► En outre : établissement d'un registre des sites contaminés et potentiellement contaminés → sous 4 ans selon Annexe VII

► Estimation : 2,8 millions de sites contaminés dans l'UE

► Registre à rendre public par la Commission → recenser, cartographier

- Objectif : permettre au public de suivre les progrès accomplis
- Contenu : activités passées du site, présence/absence de contamination, concentration/type/risque de contamination, mesures et étapes de gestion et calendrier assorti

Cf. Articles 15 et 16, Annexes V à VII

Conclusions

Conclusions

- ▶ Approche similaire aux SSP mais beaucoup plus large : tous sols et tous usages
- ▶ Définitions ne référençant pas les normes ISO existantes
- ▶ Pas de définition du fond pédogéochimique (+pas pris en compte dans la définition des districts, l'identification des sites potentiellement contaminés, ou l'évaluation du risque inacceptable)
- ▶ Pas de définition des « utilisations » / usages (+prise en compte imprécise pour la gestion des sites contaminés)
- ▶ Latitude des Em dans la définition des indicateurs et méthodologies (dont descripteurs des contaminations de sol et notion de risque inacceptable)
- ▶ Risque d'hétérogénéité entre Em
- ▶ Conserver l'écart de terminologie (« contaminé » et non pollué, « régénération » et non réhabilitation) ?
- ▶ Portail numérique et registre : articulation sur la protection des données ? impact sur la valeur des biens ?

Conclusions

- ▶ **Sur certains aspects, le cadre SSP français va plus loin que le projet de directive européen**
 - FR → au-delà de l'approche risque par rapport à l'usage : nécessaire de réaliser le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées (opposabilité renforcée par le projet de décret d'application de la loi industrie verte)
- ▶ **Sort de la proposition de Directive possiblement dépendant du renouvellement du Parlement européen en juin 2024**
- ▶ **Objectif 100% sols sains à 2050 irréaliste ?**
- ▶ **En France : des initiatives sur les sols**
 - Proposition de loi pour préserver les sols vivants (Sénat)
 - Proposition de loi pour instaurer un diagnostic de la santé des sols des ENAF (AN)

Merci de votre attention

Carine Le Roy-Gleizes

Avocate au Barreau de Paris

Foley Hoag

01 70 36 64 39 / 07 77 26 21 43

cleroygleizes@foleyhoag.com



Marie-Léonie Vergnerie

Avocate au Barreau de Paris

Fieldfisher

01 70 37 81 31 / 06 23 36 31 99

marie-leonie.vergnerie@fieldfisher.com

fieldfisher